

Événement

la faim dans le monde
**La faim, le risque
d'une autre pandémie**

Anne-Bénédicte Hoffner



*Des femmes portent des sacs de farine de maïs, lors
d'une distribution d'aide alimentaire en Afrique du Sud,
le 20 mai. -*

Siphiwe Sibeko/Reuters

**Au Chili, en Thaïlande, au Liban ou même
aux États-Unis, les témoignages se
multiplient : la faim fait son retour au sein
de populations jusque-là épargnées.**

Alarmés par la gravité de la situation, les spécialistes estiment que l'accent doit être mis désormais sur l'accès à l'alimentation.

À La Pintana, quartier populaire de Santiago du Chili, les habitants crient leur angoisse à coups de concerts de casseroles, de barricades incendiées et de banderoles : « *Si ce n'est pas le virus qui nous tue, ce sera la faim.* » Ouvriers du bâtiment, employés de maison ou commerçants, ils ont perdu leurs revenus du jour au lendemain et jugent dérisoire la promesse présidentielle de colis et de bons alimentaires d'ici à la fin du mois. À Bangkok, des files de Thaïlandais dûment masqués et espacés se forment devant des distributions de sacs de riz. Au Liban, des familles doivent se contenter de tremper leur pain dans l'eau servant à conserver le fromage traditionnel...

Derrière la pandémie de Covid-19, un autre fléau prépare son retour : la faim. Comme le

virus, il se propage aux quatre coins de la planète, n'épargnant aucun continent ni aucune génération. Aux États-Unis, la fermeture des cantines scolaires a eu un effet dévastateur sur des millions de familles frappées par un chômage qui explose. « *Même en France, les associations en première ligne nous disent voir arriver des familles des classes moyennes et pauvres qui ne fréquentaient pas leurs distributions* », témoigne Pierre Micheletti, le président d'Action contre la faim.

Avant même la crise sanitaire, la situation était déjà préoccupante. « *Elle risque de s'aggraver fortement* », redoute Jean-Louis Rastoin, professeur émérite à Montpellier SupAgro, fondateur et conseiller scientifique de la chaire Unesco en alimentations du monde. La sous-alimentation avait reculé jusqu'en 2015, réussissant à rejoindre le seuil de 10 % de la population mondiale fixé dans les Objectifs du millénaire pour le

développement. Elle a entamé depuis sa remontée dans presque toutes les sous-régions de l'Afrique et, dans une moindre mesure, en Amérique latine et en Asie de l'Ouest. Fin 2018, 820 millions de personnes étaient sous-alimentées : un habitant de la planète sur neuf. « *En l'absence de politiques opportunes et efficaces, des millions d'autres devraient les rejoindre : de 14,4 millions à 38,2 millions, voire 80,3 millions selon que le PIB se contractera de 2,5 ou 10 %* », prévient la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, dont les prévisions restent prudentes, tant les situations risquent d'être contrastées.

Dans des régions où la faim sévit de façon endémique, comme dans la bande sahélienne, elle pourrait tourner à la catastrophe : à la sécheresse, aux violences liées aux groupes comme Boko Haram et à la diminution des transferts envoyés depuis

l'Europe s'ajoute cette année la pire invasion de criquets pèlerins depuis quinze ans. Le Programme alimentaire mondial (PAM), qui scrute particulièrement les zones de conflits, prévoit d'ailleurs un doublement du nombre de personnes en urgence alimentaire à l'échelle mondiale.

Mais les craintes des spécialistes dépassent largement l'Afrique subsaharienne. Avec le confinement, c'est toute l'économie mondiale qui a été paralysée, entraînant avec elle une hausse du chômage sans précédent. « *Un grand nombre de personnes ont déjà été licenciées ou vont l'être et ne pourront plus s'alimenter décentement dans les pays où la protection sociale est insuffisante* », s'alarme le rapporteur spécial de l'ONU pour l'extrême pauvreté, Olivier de Schutter. « *N'oublions pas que 4 milliards d'individus sur la planète vivent sans aucun filet social.* » Les images de réfrigérateurs vides dans des foyers américains ont mis en lumière la

robustesse des systèmes sociaux européens. Mais même là, la fermeture des écoles et l'arrêt des cantines scolaires ont montré l'importance des repas subventionnés...

Un secteur inquiète particulièrement les spécialistes : l'économie informelle. À travers le tourisme, le commerce, la réparation, elle représente 85 % des emplois en Afrique, 68 % en Asie et dans les États arabes. « *Les bidonvilles des grandes villes comme Nairobi ou Johannesburg risquent d'être très touchés car leurs habitants gagnent de quoi se nourrir au jour le jour. D'habitude, on y trouve toujours de quoi survivre : ce n'est plus le cas* », note Luca Russo, analyste principal à la FAO, dont l'organisation vient de démarrer un suivi rapproché de villes comme Maputo ou Kaboul, jusque-là « *inconnues* » pour elle.

Et les tensions risquent fort de gagner aussi les campagnes. « *Juste au début du*

confinement, les gens se sont rués vers leurs villages d'origine en se disant "au moins, on aura à manger" », observe Jean-René Cuzon, chargé de mission à l'Agence française du développement. « Traditionnellement, on considère les campagnes comme plus résilientes en temps de crise, mais on ne sait pas jusqu'à quel point. »

S'agit-il d'un accès de fièvre, qui retombera avec la levée des mesures de confinement, ou les effets seront-ils durables ? Inédite, la crise actuelle met à mal les modèles de prévision. À la différence des « émeutes de la faim » de 2008 – en réalité des « *émeutes de la vie chère* », corrige Jean-René Cuzon –, les prix des produits alimentaires restent extrêmement raisonnables sur les marchés mondiaux. Portés par de bonnes récoltes, les stocks sont abondants et le cours du pétrole est historiquement bas. Mais qu'en sera-t-il à partir de l'été si les

agriculteurs ne retrouvent pas la liberté de travailler leur terre et les éleveurs de mener paître leurs troupeaux ? Les producteurs qui n'ont pas réussi à écouler leur récolte pourront-ils lancer la suivante ?

Pour Haizam Amirah-Fernandez, la gravité de la crise dépendra de sa durée. « *L'urgence est la reprise des activités génératrices de revenus* », explique cet analyste pour la Méditerranée et le monde arabe à l'Institut Royal Elcano à Madrid, qui reconnaît être « *assez effrayé* » par la situation. « *Nous risquons de voir la crise se ramifier sur le plan économique, social et possiblement politique* », prédit-il.

L'incertitude radicale dans laquelle se trouvent de très nombreux pays repose la lancinante question de leur souveraineté alimentaire, les pays d'Afrique ou du Moyen-Orient important la majeure partie de leur nourriture apparaissant comme les plus fragiles... « *Dans plusieurs d'entre eux, la*

crise actuelle révèle et accélère des processus déjà à l'œuvre », remarque d'ailleurs Pascal Bergeret, directeur de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier.

Les agences de l'ONU et tous ceux qui scrutent les données de la faim avec attention espèrent qu'après la nécessaire « *réponse sanitaire* », les États se mobilisent tout autant désormais sur le terrain « *économique mais aussi agricole* ». À la FAO, on se souvient que la dernière famine, pendant la guerre au Soudan du Sud en 2017, a pu être enrayée par une réaction forte de la communauté internationale. « *Qu'en sera-t-il cette fois si la même chose survient dans plusieurs pays ?* », s'interroge Luca Russo. « *Avec les besoins qui s'expriment au Nord, ne sera-t-il pas encore plus difficile de justifier des dons vers le Sud ?* »

repères

Sous-alimentation ou insécurité alimentaire

On parle de sous-alimentation lorsque l'apport calorique est inférieur aux besoins énergétiques alimentaires minimaux. Le suivi se fonde sur des données nationales : il consiste à comparer la disponibilité alimentaire globale à la consommation alimentaire et aux besoins énergétiques de la population. Près de 820 millions de personnes étaient sous-alimentées fin 2018.

L'insécurité alimentaire, établie sur la base d'entretiens individuels, est définie comme l'impossibilité d'accéder à une nourriture suffisante, saine et nutritive, pour une croissance normale et une vie

active et saine. Elle peut être « légère » (compromis sur la qualité et la diversité des aliments), « modérée » (réduction de la consommation) ou « grave » (au moins une journée entière sans manger dans l'année). Dans le monde, 2 milliards de personnes étaient dans une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave avant le Covid-19.

sur [la-croix.com](https://www.la-croix.com)

L'interview d'Olivier de Schutter